

Chambre des Représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1990-1991

3 DECEMBRE 1990

PROPOSITION DE RESOLUTION

**relative à la conclusion d'un accord
de coopération en vue de la mise en
œuvre d'un plan de lutte contre le
chômage structurel**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION DES
AFFAIRES SOCIALES (1)

PAR
MME NELIS-VAN LIEDEKERKE

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné cette proposition de
résolution au cours de ses réunions des 31 janvier, 8 et
22 novembre 1990.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Olivier.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Ansoms, De Roo,
Marchand, Mme Nelis-Van
Liedekerke, M. Olivier (M.).
P.S. Mme Burgeon (C.), MM.
Daerden, Perdieu, Santkin,
Vancrombruggen.
S.P. Mme De Meyer, MM.
Sleeckx, Van der Sande.
P.V.V. MM. Devolder, Flamant,
Van Mechelen.
P.R.L. MM. Klein, Neven.
P.S.C. MM. Antoine, Charlier
(Ph.).
V.U. MM. Vangansbeke, Van
Grembergen.
Ecolo/ Agalev M. Geysels.

B. — Suppléants :

MM. Bosmans (F.), Breyne, Mme
Leysen, MM. Vandebosch, Van
Hecke, Van Parys.
MM. Defosset, Gilles, Mme Jacobs,
M. Leroy, Mme Onkelinx, M. Walry.
MM. Beckers, Bossuyt, Hancké,
Peeters.
MM. Bril, De Groot, Deswaene, Van-
dermeulen.
MM. Bertouille, Dubois, Hazette.
M. Beaufays, Mme Corbisier-
Hagon, M. Hiance.
MM. Caudron, Coveliers, Lauwers.
M. Daras, Mme Vogels.

Voir :

- 960 - 89 / 90 :

- N° 1 : Proposition de résolution de M. M. Olivier.
- Nos 2 à 5 : Amendements.

Belgische Kamer van Volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1990-1991

3 DECEMBER 1990

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**betreffende een
samenwerkingsakkoord voor
een actieplan ter bestrijding van de
structurele werkloosheid**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
SOCIALE ZAKEN (1)

UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW NELIS-VAN LIEDEKERKE

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel van resolutie werd door uw Commissie
besproken tijdens de vergaderingen van 31 januari en
8 en 22 november 1990.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Olivier.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Ansoms, De Roo,
Marchand, Mevr. Nelis-Van
Liedekerke, H. Olivier (M.).
P.S. Mevr. Burgeon (C.), HH.
Daerden, Perdieu, Santkin,
Vancrombruggen.
S.P. Mevr. De Meyer, HH.
Sleeckx, Van der Sande.
P.V.V. HH. Devolder, Flamant,
Van Mechelen.
P.R.L. HH. Klein, Neven.
P.S.C. HH. Antoine, Charlier (Ph.).
V.U. HH. Vangansbeke, Van
Grembergen.
Ecolo/ Agalev H. Geysels.

B. — Plaatsvervangers :

HH. Bosmans (F.), Breyne, Mevr.
Leysen, HH. Vandebosch, Van
Hecke, Van Parys.
HH. Defosset, Gilles, Mevr. Jacobs,
H. Leroy, Mevr. Onkelinx, H. Walry.
HH. Beckers, Bossuyt, Hancké,
Peeters.
HH. Bril, De Groot, Deswaene, Van-
dermeulen.
HH. Bertouille, Dubois, Hazette.
H. Beaufays, Mevr. Corbisier-
Hagon, H. Hiance.
HH. Caudron, Coveliers, Lauwers.
H. Daras, Mevr. Vogels.

Zie :

- 960 - 89 / 90 :

- N° 1 : Voorstel van resolutie van de heer M. Olivier.
- N° 2 tot 5 : Amendementen.

Le 5 novembre 1990, l'auteur a proposé un nouveau texte par voie d'amendement (n° 1 — Doc. n° 960/2). C'est ce nouveau texte qui a servi de base à la discussion.

Le texte amendé de la proposition a été soumis en deuxième lecture à la Commission au cours de la réunion du 29 novembre 1990.

I. — EXPOSE INTRODUCTIF DE L'AUTEUR

L'auteur fait observer que le nombre des chômeurs de longue durée reste élevé en dépit des efforts consentis. Environ 62 % des demandeurs d'emploi sont au chômage depuis plus d'un an.

Il convient donc de mettre en œuvre un plan de lutte contre le chômage structurel.

Comme un tel plan de lutte porterait sur des matières qui relèvent tant de la compétence du pouvoir national que de la compétence des Communautés et des Régions, il ne pourrait toutefois être réalisé de façon cohérente que dans le cadre d'un accord de coopération entre l'Etat, les Communautés et les Régions.

Le but de la proposition de résolution à l'examen est de demander au Gouvernement d'entamer le plus rapidement possible des négociations en vue de conclure un tel accord de coopération.

L'auteur estime que les lignes de force d'un tel accord devraient être les suivantes :

1° l'Etat maintient la réglementation relative à l'exonération ou à la réduction des cotisations patronales en cas d'engagement de chômeurs structurels qui remplissent les conditions prévues à l'article 118 de la loi-programme du 30 décembre 1988.

La proposition initiale donnait une autre définition de la notion de « chômeur structurel ». Afin d'éviter toute confusion, l'auteur a présenté un amendement n° 1 tendant à reprendre la définition donnée par l'article 118 de la loi-programme précité.

2° Les Communautés règlent par décret le droit à la formation des chômeurs structurels. Le chômeur qui refuse de suivre une formation professionnelle sans motif légitime perdrait ses droits aux allocations.

3° Les Régions règlent par décret le droit au travail des chômeurs structurels qui ont suivi une telle formation.

Le texte initial prévoyait que le chômeur auquel aucun travail n'aurait été offert à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la formation bénéficierait pendant trois mois supplémentaires du montant de l'allocation de chômage visé à l'article 160, § 3, de l'arrêté royal du 20 décembre 1963.

Le nouveau texte prévoit que ce chômeur pourra bénéficier de ce supplément pendant une période « déterminée » (au lieu de pendant trois mois).

De auteur heeft op 5 november 1990 bij wijze van amendement n° 1 een nieuwe tekst voorgesteld (Stuk n° 960/2). Het is deze nieuwe tekst die tot basis van de bespreking heeft gediend.

Tijdens de vergadering van 29 november 1990 werd de geamendeerde tekst van het voorstel in tweede lezing aan de Commissie voorgelegd.

I. — INLEIDING VAN DE AUTEUR

De auteur wijst erop dat ondanks de reeds geleverde inspanningen er nog een groot aantal langdurig werklozen blijft bestaan. Ongeveer 62 % van de werkzoekenden zijn langer dan 1 jaar werkloos.

Het is dan ook aangewezen een actieplan ter bestrijding van de structurele werkloosheid op te zetten.

Maar aangezien een dergelijk actieplan betrekking heeft op aangelegenheden die zowel behoren tot de bevoegdheid van de nationale overheid als tot die van de Gemeenschappen en de Gewesten, kan dit enkel sluitend gerealiseerd worden door middel van een samenwerkingsakkoord tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

Onderhavig voorstel van resolutie strekt ertoe de Regering te verzoeken zo spoedig mogelijk onderhandelingen aan te vatten tot het bereiken van dergelijk samenwerkingsakkoord.

Volgens de indiener zouden de krachtlijnen hiervoor de volgende moeten zijn :

1° de Staat behoudt de regeling betreffende de vrijstelling of vermindering van de werkgeversbijdragen in geval van indienstneming van structurele werklozen die beantwoorden aan de in artikel 118 van de programmawet van 30 december 1988 voorziene voorwaarden.

In het oorspronkelijke voorstel werd het begrip structureel werkloze anders omschreven. Ten einde elke verwarring uit te sluiten, heeft de auteur in zijn amendement n° 1 geopteerd voor de in artikel 118 van bovenvermelde programmawet gegeven omschrijving.

2° de Gemeenschappen regelen in een decreet het recht op opleiding voor de structureel werklozen. De werkloze die zonder wettige reden een beroepsopleiding weigert, zou het recht op uitkeringen verliezen.

3° de Gewesten regelen in een decreet het recht op arbeid voor de structureel werklozen die dergelijke opleiding hebben gevolgd.

Oorspronkelijk had de auteur voorzien dat de werkloze aan wie na het verstrijken van een periode van drie maanden na de opleiding, geen werk zou zijn aangeboden, drie maanden langer het bedrag van de werkloosheidsuitkering zou genieten bedoeld in artikel 160, § 3, van het koninklijk besluit van 20 december 1963.

In de nieuwe tekst wordt bepaald dat die werkloze gedurende een « bepaalde » periode (in plaats van drie maanden) die toeslag zal kunnen genieten.

4° les Régions prévoient également dans le décret qu'un tiers au moins des emplois créés dans le cadre des programmes de remise au travail sont réservés à des chômeurs structurels.

5° la loi et les décrets devraient entrer en vigueur à la même date. Afin de limiter l'incidence budgétaire, l'application du nouveau régime pourrait être étalée dans le temps.

L'auteur de la proposition rappelle qu'une nouvelle table ronde réunissant l'Etat, les Communautés et les Régions aura lieu le 10 décembre prochain; et il espère que la Chambre se sera prononcée sur sa proposition de résolution avant cette date.

La Chambre pourrait ainsi contribuer à inciter l'Etat, les Communautés et les Régions à prendre des initiatives qui pourraient apporter une solution au grave problème du chômage de longue durée, mais il ne s'agit nullement d'intervenir dans cette table ronde. La résolution à l'examen doit être considérée comme un moyen d'exprimer la préoccupation du Parlement.

II. — DISCUSSION

Le Ministre de l'Emploi et du Travail est convaincu que l'autorité nationale, les Communautés, les Régions ainsi que les partenaires sociaux ont l'obligation absolue de collaborer. Il convient d'unir toutes les forces afin de maximiser les chances des chômeurs.

Dans le cadre institutionnel actuel, toutes les mesures visant à lutter contre le chômage ne peuvent produire des effets que si elles sont prises en collaboration avec les Communautés et les Régions. La mise en œuvre commune d'une série de mesures peut impulser une dynamique supplémentaire.

Le projet de résolution à l'examen peut en être l'amorce. Cette proposition procède d'un concept bien défini et établit le lien nécessaire entre les efforts et les avantages.

Le Ministre estime que cette proposition donne des orientations concrètes par lesquelles il s'estimera lié et dont il tiendra compte si le texte à l'examen est adopté.

Un membre souligne que la souveraineté des Communautés et des Régions doit être maintenue. S'il approuve le contenu de la proposition, il craint cependant que la résolution soit trop contraignante à l'égard des Communautés et des Régions. Une liberté totale doit leur être laissée pour concrétiser l'accord en ce qui concerne leurs compétences.

Un membre se réjouit du fait que la proposition à l'examen exprime une nouvelle fois clairement la préoccupation du pouvoir politique vis-à-vis du chômage de longue durée. Mais il a l'impression que la formulation de

4° de Gewesten voorzien in het decreet dat de betrekkingen in de programma's voor wedertewerkstelling voor een derde moeten worden ingenomen door structureel werklozen.

5° de wet en de decreten zouden op dezelfde datum in werking moeten treden. Om de budgettaire weerslag te beperken, kan de nieuwe regeling in de tijd worden gespreid.

De indiener herinnert eraan dat op 10 december e.k. opnieuw rondetafelgesprekken zullen plaatshebben tussen de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten en hij hoopt dat de Kamer zich vóór die datum over zijn voorstel van resolutie zal hebben uitgesproken.

Op die manier zou er vanuit de Kamer een signaal kunnen worden gegeven om de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten ertoe aan te zetten initiatieven te nemen die een oplossing kunnen bieden aan het enorme probleem van de langdurige werkloosheid. Maar het is geenszins de bedoeling te interveniëren in die rondetafelgesprekken. Deze resolutie moet gezien worden als een middel om de bekommernis van het Nationale Parlement tot uitdrukking te brengen.

II. — BESPREKING

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid is ervan overtuigd dat de nationale overheid, de Gemeenschappen, de Gewesten evenals de sociale partners een absolute plicht tot samenwerking hebben. Ten einde de kansen van de werklozen te maximaliseren, dienen alle krachten te worden gebundeld.

In de huidige institutionele omkadering kunnen alle maatregelen met betrekking tot de bestrijding van de werkloosheid maar effect sorteren indien zij genomen worden in samenwerking met de Gemeenschappen en de Gewesten. Het samen op gang brengen van een reeks maatregelen kan voor een supplementaire dynamiek zorgen.

Onderhavig voorstel van resolutie kan hiertoe een aanzet zijn. Dit voorstel gaat uit van een goed omschreven concept en creëert een noodzakelijke band tussen inspanningen en voordelen.

Volgens de Minister worden hierin concrete oriënteringen aangegeven waardoor hij zich, in geval van goedkeuring, gebonden acht en waarmee hij rekening zal houden.

Een lid wijst erop dat de soevereiniteit van de Gemeenschappen en de Gewesten behouden moet blijven. Alhoewel hij het eens is met de inhoud van het voorstel, vreest hij dat de resolutie te dwingend is ten aanzien van de Gemeenschappen en Gewesten. De invulling van het akkoord moet, voor wat hun bevoegdheid betreft, volledig aan hen worden overgelaten.

Een lid vindt het positief dat door dit voorstel de bekommernis ten aanzien van de langdurige werkloosheid nog eens duidelijk wordt gesteld. Maar zij vreest dat door de formulering van de resolutie wrevels

la résolution ne soit source de conflits. Il formule également les observations suivantes :

1. Selon l'auteur, le but n'est nullement d'intervenir dans la table ronde. Mais la proposition à l'examen aura en tout état de cause une incidence sur les discussions. Elle pourrait hypothéquer les résultats de cette table ronde.

2. Il est question dans la proposition de résolution de dépassement de compétences. La définition de la notion de chômeur structurel est une compétence relevant de l'Exécutif flamand. On ne peut davantage imposer aux Régions que les programmes de remise au travail soient réservés pour un tiers au moins à des chômeurs structurels.

3. La proposition ne semble pas non plus tenir compte de certaines réalisations, telles que le plan 1+1=3, la « weerwerkactie » (programmes de remise au travail), la charte du chômeur.

4. La résolution à l'examen implique également des initiatives au niveau national (par exemple la réduction des cotisations patronales et l'octroi d'allocations de chômage majorées). Pourquoi l'auteur n'a-t-il pas déposé, en même temps que la proposition de résolution à l'examen, une proposition de loi prévoyant des dispositions à ce sujet ?

5. Qui prendra en charge le supplément par rapport à l'allocation de chômage normale prévu au point 3 ?

Un autre membre estime que la proposition devrait être formulée autrement. Dans sa formulation actuelle, la proposition de résolution donne l'impression qu'il s'agit d'imposer des obligations aux Communautés et aux Régions : « Les Régions règlent par décret ... », « les Régions prévoient également... », etc. Il peut tout au plus être demandé aux Communautés et aux Régions d'élaborer des réglementations par voie de décret. Et c'est à elles qu'il appartient de décider, en toute autonomie, de la date d'entrée en vigueur de ces dispositions.

Un autre membre partage ce point de vue. Il faut respecter rigoureusement l'autonomie des Régions et des Communautés.

Il demande par ailleurs si les modifications de la réglementation relative au chômage qui sont prévues au point 3 de la proposition de résolution auront une incidence sur les droits de tirage des Régions.

Le *Ministre* répond que le coût du supplément dont il est question au point 3 de la proposition sera supporté par l'autorité nationale. La proposition à l'examen n'aura, en outre, aucune incidence sur les droits de tirage des Régions et Communautés.

Un membre rappelle que personne ne conteste la nécessité de combattre efficacement le chômage structurel. Un peu plus de 60 % des chômeurs sont sans travail depuis plus d'un an et ce pourcentage semble encore croître.

L'intervenant souscrit entièrement aux mesures qui ont déjà été prises (notamment le programme de remise au travail dénommé « weerwerkactie »), mais estime que d'autres initiatives s'imposent indéniablement.

zullen worden opgewekt. Het lid wenst ook volgende bedenkingen te formuleren :

1. Volgens de auteur is het geenszins de bedoeling te interveniëren in de rondetafelgesprekken. Maar met dit voorstel zal hoe dan ook de discussie worden beïnvloed. Deze resolutie zou een hypotheek kunnen leggen op de resultaten van deze rondetafel.

2. In het voorstel van resolutie is sprake van bevoegdheidsoverschrijding. De omschrijving van het begrip « structureel werkloze » is een bevoegdheid van de Vlaamse Executieve. Evenmin kan aan de Gewesten worden opgelegd dat de wedertewerkstellingsprogramma's ten minste voor een derde door structureel werklozen moeten worden ingenomen.

3. Het voorstel schijnt ook geen rekening te houden met bepaalde realisaties zoals het 1+1=3-Plan, de Weerwerkactie, het Charter van de werkloze.

4. Deze resolutie maakt ook initiatieven op nationaal vlak noodzakelijk (bijvoorbeeld vermindering werkgeversbijdragen, verhoogde werkloosheidsuitkeringen). Waarom werd samen met onderhavig voorstel geen wetsvoorstel ingediend om die aangelegenheden te regelen ?

5. Wie zal de in punt 3 voorziene toeslag boven op de normale werkloosheidsuitkering ten laste nemen ?

Een ander lid is van oordeel dat het voorstel anders moet worden geformuleerd. Men heeft de indruk dat met de huidige formulering aan de Gewesten en Gemeenschappen verplichtingen worden opgelegd : « de Gewesten regelen in een decreet ... », « de Gewesten voorzien tevens ... » enz. Hoogstens kan aan de Gemeenschappen en Gewesten gevraagd worden in een decreet regelingen te willen uitwerken. En over de datum van inwerkingtreding moeten de Gemeenschappen en de Gewesten zelfstandig kunnen beslissen.

Een volgend lid sluit zich hierbij aan. De autonomie van de Gewesten en Gemeenschappen moet volledig worden gerespecteerd.

Hij vraagt ook of de in punt 3 van het voorstel van resolutie voorziene wijzigingen aan de werkloosheidsreglementering gevolgen zullen hebben op de trekkingsrechten van de Gewesten.

De *Minister* antwoordt dat de toeslag waarvan sprake in punt 3 van het voorstel door de nationale overheid zal worden gedragen. Onderhavig voorstel heeft ook geen enkele invloed op de trekkingsrechten van Gewesten en Gemeenschappen.

Een lid herinnert eraan dat iedereen het eens is over de nood aan een efficiënte bestrijding van de structurele werkloosheid. Iets meer dan 60 % van de werklozen is langer dan 1 jaar werkloos en dit aantal schijnt nog toe te nemen.

Spreker staat volledig achter de reeds genomen maatregelen (o.a. Weerwerkactie) maar hij is van oordeel dat niemand kan betwisten dat er nog andere initiatieven moeten worden genomen.

La proposition de résolution à l'examen constitue un moyen stratégique d'amener l'autorité nationale, les Communautés et les Régions à définir une politique efficace. Il estime que cette résolution n'entravera nullement les travaux de la prochaine table ronde et n'exercera aucune influence sur leur déroulement.

Il s'agit simplement d'organiser une coopération coordonnée.

Un fois l'accord de coopération conclu, des lois et des décrets seront nécessaires pour adapter la réglementation existante. Il n'est toutefois pas encore indiqué de déposer une proposition de loi. Il faut d'abord attendre les conclusions de la table ronde.

L'intervenant est cependant disposé à formuler le texte de la résolution de manière moins contraignante.

Un membre souligne qu'il ne faut pas sous-estimer l'importance d'une résolution et estime qu'il faut attendre les résultats de la table ronde, étant donné que la résolution risque de restreindre la liberté des interlocuteurs.

L'auteur précise que la proposition de résolution à l'examen est censée traduire la préoccupation du Parlement national et qu'il est demandé aux Communautés et aux Régions d'en tenir compte. Si elle tente d'indiquer une direction à suivre, la proposition de résolution n'entrave en rien l'autonomie des Communautés et des Régions.

Il ajoute à titre d'information qu'une proposition de résolution relative à la conclusion d'un accord de coopération en vue de lutter contre le chômage structurel a également été déposée au Conseil flamand.

L'intervenant estime qu'afin de ne pas entraver le déroulement de la Table ronde, il conviendrait de ne pas entamer dès à présent l'examen de la proposition de loi qui doit concrétiser un éventuel accord de coopération.

Les mesures à prendre au niveau national seront d'ailleurs liées aux décisions des Communautés et des Régions.

*
* *

M. M. Olivier et consorts présente les amendements n^{os} 2 à 7 afin de rencontrer les observations formulées par les membres de la Commission.

L'amendement n^o 2 vise à faire précéder le texte de la proposition de résolution par une disposition qui précise « qu'il n'est possible de lutter efficacement contre le chômage de longue durée que si les options politiques du pouvoir national, des Communautés et des Régions sont harmonisées dans le respect de la répartition des compétences prévue à l'article 4, 16^o, et 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ».

L'amendement n^o 3 vise à remplacer, dans la phrase liminaire du deuxième tiret, les mots « que les lignes de force de cet accord de coopération soient les suivant-

Onderhavig voorstel van resolutie is een strategisch middel om de nationale overheid, de Gemeenschappen en de Gewesten aan te zetten tot de uitwerking van een efficiënt beleid. Hij is geenszins van oordeel dat deze resolutie een remmende of interveniërende invloed zal uitoefenen op de komende rondetafelgesprekken.

Er wordt alleen gevraagd dat er een gecoördineerde samenwerking tot stand zou komen.

Na de totstandkoming van een samenwerkingsakkoord zullen wetten en decreten nodig zijn om de bestaande reglementering aan te passen. Maar het is nu nog niet aangewezen om reeds een wetsvoorstel in te dienen. Er moet eerst gewacht worden op de besluiten van de rondetafelgesprekken.

Spreeker gaat er wel mee akkoord de tekst van de resolutie minder dwingend te formuleren.

Een lid wijst erop dat het belang van een resolutie niet mag worden onderschat en is van mening dat er moet gewacht worden op de resultaten van de rondetafel. Deze resolutie zou de vrijheid van de gesprekspartners kunnen beperken.

De auteur verduidelijkt dat dit voorstel van resolutie de bezorgdheid van het nationale Parlement moet uitdrukken en dat aan de Gemeenschappen en Gewesten wordt gevraagd hiermee rekening te willen houden. Er wordt wel getracht een richting aan te geven maar dit houdt voor de Gemeenschappen en de Gewesten geen beperking van autonomie in.

Hij voegt er ter informatie aan toe dat ook in de Vlaamse Raad een voorstel van resolutie betreffende een samenwerkingsakkoord ter bestrijding van de structurele werkloosheid werd ingediend.

Ten einde de rondetafelgesprekken niet te door kruisen is het volgens de indiener niet wenselijk nu reeds het wetsvoorstel te bespreken dat concrete gestalte moet geven aan een eventueel samenwerkingsakkoord.

De op nationaal vlak te nemen maatregelen zullen trouwens gebonden zijn aan de beslissingen van de Gemeenschappen en de Gewesten.

*
* *

Om tegemoet te komen aan de door de Commissieleden geformuleerde opmerkingen wordt door *de heer M. Olivier c.s.* de amendementen n^{rs} 2 tot 7 ingediend.

Amendement n^o 2 strekt ertoe in de aanhef een bepaling op te nemen waarin wordt gepreciseerd dat « de langdurige werkloosheid enkel doelmatig kan bestreden worden indien de beleidsopties van de Nationale Overheid, de Gemeenschappen en de Gewesten op mekaar worden afgestemd zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheidsverdeling zoals bepaald in de artikelen 4, 16^o en 6, § 1, IX van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen ».

Amendement n^o 3 strekt ertoe in de aanhef de zin « dat de krachtlijnen van dit samenwerkingsakkoord de volgende zouden zijn » te vervangen door de zin

tes » par les mots « que les lignes de force de cet accord de coopération puissent être les suivantes ».

L'amendement n° 4 vise à remplacer, au point 2, la première phrase par une nouvelle disposition moins contraignante aux termes de laquelle les Communautés sont invitées à prendre une initiative réglant le droit à la formation des chômeurs structurels.

L'amendement n° 5 vise à remplacer, au point 3, premier alinéa, la première phrase par une nouvelle disposition moins contraignante aux termes de laquelle les Régions sont invitées à prendre une initiative réglant le droit au travail des chômeurs structurels.

Les amendements n°s 6 et 7 visent également à modifier le texte de la proposition de résolution de manière à ce que l'autonomie de Communautés et des Régions soit pleinement respectée.

Les amendements n°s 2 à 7 sont adoptés à l'unanimité.

*
* *

Un membre demande des explications à propos de la deuxième phrase du point 2 qui est libellée comme suit : « L'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage prévoit que le chômeur indemnisé qui refuse de suivre la formation professionnelle sans motif légitime perd ses droits aux allocations. »

Cela signifie-t-il qu'une disposition similaire figure déjà dans la réglementation du chômage existante ? Dans l'affirmative, la deuxième phrase du point 2 est superflue.

Le Ministre précise que la réglementation actuelle (en l'occurrence, l'article 133 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963) ne concerne que les formations professionnelles qui étaient assurées par l'ONEM. Il convient cependant de tenir compte des formations qui ont été organisées depuis lors par les Communautés. La disposition proposée au point 2 implique une extension de la portée de la réglementation existante, compte tenu du transfert de certaines compétences.

L'auteur de la proposition propose de remplacer au point 2 les mots « prévoit » par les mots « devrait prévoir ».

Certains membres ne partagent pas ce point de vue, car cette modification pourrait introduire une sanction supplémentaire dans la réglementation.

Mme Corbisier-Hagon et consorts présente ensuite un amendement n° 12 visant à préciser au point 2 que le droit à la formation doit être réglé dans le respect de la réglementation nationale du chômage.

Cet amendement est rejeté au partage des voix.

Un membre estime que l'on utilise au point 2 des notions qui ne sont pas clairement définies.

« dat de krachtlijnen van dit samenwerkingsakkoord de volgende zouden kunnen zijn ».

Amendement n° 4 strekt ertoe in punt 2, de eerste zin door een nieuwe bepaling te vervangen waarin het verzoek aan de Gemeenschappen om een initiatief te nemen dat het recht op opleiding van de structureel werklozen regelt, minder dwingend wordt geformuleerd.

Amendement n° 5 strekt ertoe in punt 3, eerste lid, de eerste zin door een nieuwe bepaling te vervangen waardoor het verzoek aan de Gewesten om een initiatief te nemen dat het recht op arbeid van de structureel werklozen regelt, minder dwingend wordt geformuleerd.

De amendementen n°s 6 en 7 strekken er eveneens toe de tekst van het voorstel van resolutie zodanig te wijzigen dat de autonomie van de Gemeenschappen en Gewesten volledig wordt geëerbiedigd.

De amendementen n°s 2 tot 7 worden eenparig aangenomen.

*
* *

Een lid vraagt uitleg over de tweede zin van punt 2 die luidt als volgt : « In het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid wordt bepaald dat de uitkeringsgerechtigde werkloze die zonder wettige reden de beroepsopleiding weigert, zijn aanspraak op uitkeringen verliest. »

Betekent dit dat dergelijke bepaling al in de bestaande werkloosheidsreglementering opgenomen is ? In bevestigend geval is de tweede zin van punt 2 overbodig.

De Minister preciseert dat de huidige reglementering (en meer bepaald artikel 133 van het koninklijk besluit van 20 december 1963) het alleen heeft over de destijds bestaande beroepsopleidingen van de RVA. Maar er moet ook rekening worden gehouden met de opleidingen die intussen door de Gemeenschappen werden uitgebouwd. De in punt 2 voorgestelde bepaling houdt een verbreding in die zich opdringt ingevolge de bevoegdheidsverdeling.

De auteur van het voorstel stelt voor in zin 2 de woorden « wordt bepaald » te vervangen door de woorden « zou moeten worden bepaald ».

Sommige leden gaan hiermee niet akkoord want hierdoor zou een bijkomende sanctionering kunnen worden ingevoerd.

Mevr. Corbisier-Hagon c.s. dient vervolgens een amendement n° 12 in ertoe strekkend in punt 2 te preciseren dat het recht op opleiding moet worden geregeld met inachtneming van de bestaande nationale werkloosheidsreglementering.

Dit amendement wordt bij staking van stemmen verworpen.

Volgens een lid worden in punt 2 begrippen gebruikt die niet duidelijk omlind zijn.

Que faut-il entendre, dans ce contexte, par « formation professionnelle » et « motif légitime » ? Qui décide de la signification concrète à donner à ces notions ?

L'auteur de la proposition à l'examen déclare que c'est à l'inspecteur du chômage qu'il appartient de les interpréter.

Il ajoute que ces notions pourront être définies à l'occasion de l'élaboration d'un accord de coopération et dans la proposition de loi concrétisant cet accord.

Le membre estime que cela risque de donner lieu à un renforcement des sanctions à l'égard des chômeurs.

Un membre estime que si un chômeur de longue durée refuse de suivre une formation convenable qui lui est offerte, il n'est que normal que ce chômeur soit exclu du droit aux allocations.

Un membre demande ce qui se passera si, par exemple, une formation professionnelle de maçon est offerte à un licencié en sciences économiques.

Selon le texte de la proposition, ce chômeur pourrait être suspendu s'il refusait de suivre cette formation. Il n'est en effet question de « formation professionnelle convenable » nulle part dans la résolution.

Un membre renvoie à la jurisprudence relative à la notion « d'emploi convenable » figurant à l'article 133 de l'arrêté royal du 23 décembre 1963.

Il ressort de cette jurisprudence que cette notion est toujours interprétée compte tenu de facteurs individuels, tels que le diplôme, la situation familiale, le domicile, la mobilité de l'intéressé, etc.

En ce qui concerne la formation professionnelle dont il est question dans la deuxième phrase du point 2, on peut supposer qu'il sera, dans ce cas aussi, tenu compte de facteurs individuels.

On peut donc supposer qu'il n'y aura pas de problème sur ce point.

Le membre précise que selon lui, la formation offerte doit permettre au chômeur de trouver un emploi convenable. Dans de nombreux cas, ce n'est donc qu'au terme de la formation, que l'on peut juger si elle a été efficace ou non.

Un membre estime que cette deuxième phrase du point 2 doit donc être interprétée en ce sens que la formation professionnelle doit donner accès à un emploi convenable au sens de la réglementation actuelle relative au chômage.

Cela implique, dans l'exemple qui a été cité, qu'un licencié en sciences économiques ne pourra se voir offrir une formation de maçon, étant donné que celle-ci ne pourrait lui donner accès à un emploi convenable.

Le Ministre confirme qu'il en est bien ainsi.

MM. M. Olivier et De Roo présentent un amendement (n° 11) visant à remplacer, au point 2, deuxième phrase, les mots « qui refuse de suivre la formation professionnelle sans motif légitime » par les mots « qui, sans motif légitime, refuse de suivre la formation professionnelle donnant accès à un emploi convenable ».

Wat wordt in deze context verstaan onder « beroepsopleiding », « wettige reden » ? Wie maakt uit welke concrete betekenis aan die begrippen wordt gegeven ?

Volgens *de indiener* van onderhavig voorstel wordt hierover beslist door de werkloosheidsinspecteur.

Hij voegt eraan toe dat bij de totstandkoming van een samenwerkingsakkoord er in het wetsvoorstel ter concretisering van dergelijk akkoord een definitie van die begrippen kan worden gegeven.

Volgens *het lid* zou dit kunnen leiden tot een uitbreiding van de sanctionering van de werklozen.

Een lid meent dat wanneer aan een langdurig werkloze een passende opleiding wordt aangeboden het toch niet meer als normaal is dat die werkloze wordt uitgesloten in geval van weigering.

Een lid vraagt wat er gebeurt indien bijvoorbeeld een licentiaat in de economische wetenschappen een beroepsopleiding als metselaar wordt aangeboden.

Volgens de tekst van het voorstel zou die werkloze eventueel kunnen worden geschorst in geval hij die opleiding niet wenst te volgen. Er is immers nergens sprake van « passende beroepsopleiding ».

Een lid verwijst naar de rechtspraak met betrekking tot het in artikel 133 van het koninklijk besluit van 23 december 1963 opgenomen begrip « passende dienstbetrekking ».

Hieruit blijkt dat dit begrip altijd geïndividualiseerd wordt beoordeeld; er wordt dus rekening gehouden met het diploma, gezinstoestand, woonplaats, mobiliteit van de betrokkene, enz.

Wanneer nu in de tweede zin van punt 2 sprake is van het volgen van een beroepsopleiding, dan mag toch worden aangenomen dat hier ook met individuele factoren rekening zal worden gehouden.

Er moeten hier dan ook geen moeilijkheden verwacht worden.

Het lid voegt eraan toe dat zijns inziens de aangeboden opleiding ertoe moet leiden dat de werkloze een passende dienstbetrekking kan vinden. Men kan dus in veel gevallen pas na een opleiding beoordelen of die al dan niet passend was.

Volgens *een lid* moet die tweede zin van punt 2 dus zo worden geïnterpreteerd dat die beroepsopleiding moet leiden tot een passende betrekking in de zin van de huidige werkloosheidsreglementering.

Dit houdt in dat in het aangehaalde voorbeeld aan een licentiaat economische wetenschappen geen opleiding als metselaar kan worden aangeboden omdat die niet tot een passende betrekking kan leiden.

Zulks wordt door *de Minister* bevestigd.

De heren M. Olivier en De Roo dienen een amendement n° 11 in ertoe strekkend in punt 2, tweede zin, tussen het woord « beroepsopleiding » en het woord « weigert », de woorden « die leidt tot een passende betrekking » in te voegen.

Cet amendement est rejeté au partage des voix.

Répondant à la question de savoir si, au point 2, on ne pourrait pas ajouter le mot « convenable » après les mots « formation professionnelle », le *Ministre* souligne qu'il n'y est pas favorable, étant donné que, dans ce cas, la notion de « formation professionnelle convenable » viendrait s'ajouter à celle d'« emploi convenable », ce qui élargirait considérablement le débat.

On notera toutefois que plusieurs membres estiment qu'il faut tenir compte des caractéristiques du chômeur lorsqu'on lui propose une formation professionnelle.

Le *Ministre* tient à faire observer qu'il est prévu au point 3 que le chômeur qui aura suivi une formation bénéficiera d'un supplément si aucun travail ne lui a été offert dans un délai de trois mois. Il n'est pas non plus question en l'occurrence d'une formation « convenable ». Le chômeur percevra ce supplément quelle que soit la formation qu'il aura suivie. Selon certains membres, il devrait par contre être question d'une « formation professionnelle convenable » au point 2. Le *Ministre* estime qu'une telle proposition serait très déséquilibrée.

A la suite de cet échange de vues, *M. M. Olivier et consorts* présentent un amendement n° 14 visant à remplacer, au point 2, la deuxième phrase par le texte suivant :

« Si, par suite notamment de l'application d'une procédure convenue entre les Régions, les Communautés et l'Autorité nationale et comportant les avertissements et garanties nécessaires pour le demandeur d'emploi, l'Autorité nationale est avisée que l'intéressé a refusé ou arrêté une formation adéquate, elle examinera le cas selon la procédure habituelle. »

L'auteur estime que cet amendement tient compte des observations formulées par les différents intervenants.

Un membre déplore que l'auteur revienne sur le fond de sa proposition. Parallèlement aux mesures positives, il doit être prévu que celui qui refuse de suivre une formation puisse perdre ses droits aux allocations. Or, il n'en est plus question à présent.

L'intervenant demande ce que signifie l'expression « examinera le cas selon la procédure habituelle ».

Un autre membre demande quelle est la différence entre le texte de l'amendement n° 14, la réglementation actuelle sur le chômage et le protocole du 22 décembre 1988. Ou n'y a-t-il aucune différence ? Dans ce cas, cette disposition ne devrait pas figurer dans la proposition de résolution.

L'auteur estime que le texte de l'amendement n° 14 signifie que la réglementation actuelle sera appliquée.

Un membre fait référence à un article paru dans *De Morgen* du 22 novembre dernier, dans lequel il est question d'un compromis qui aurait été conclu entre les fonctionnaires généraux de diverses admi-

Dit amendement wordt bij staking van stemmen verworpen.

Op de vraag of in punt 2 het woord « passend » niet kan worden ingevoegd vóór het woord « beroepsopleiding » antwoordt de *Minister* dat hij hier geen voorstander van is. Hierdoor zou naast het begrip « passende dienstbetrekking » ook het begrip « passende beroepsopleiding » worden ingevoerd wat zou leiden tot een enorme verbreding van de discussie.

In het verslag kan wel worden opgenomen dat volgens verscheidene leden bij het aanbieden van een beroepsopleiding rekening moet worden gehouden met de karakteristieken van de betrokken werkloze.

De *Minister* wenst voorts op te merken dat in punt 3 voorzien wordt dat de werkloze die een opleiding heeft gevolgd een toeslag zal ontvangen indien hem binnen een termijn van drie maanden geen betrekking werd aangeboden. Hier wordt ook niet gesproken van « passende » opleiding. De werkloze zal de toeslag ontvangen om het even welke opleiding hij zal hebben gevolgd. In punt 2 daarentegen zou dan wel, volgens sommige leden, sprake moeten zijn van « passende beroepsopleiding ». De *Minister* is van oordeel dat dergelijk voorstel zeer onevenwichtig zou zijn.

Na deze gedachtenwisseling dient de heer *M. Olivier c.s.* een amendement n° 14 in, ertoe strekkend in punt 2, de tweede zin te vervangen door volgende tekst :

« Indien onder meer als gevolg van de toepassing van een procedure, die overeengekomen wordt tussen de Gewesten, de Gemeenschappen en de Nationale Overheid en die de nodige verwittigingen en garanties bevat voor de werkzoekende, de Nationale Overheid kennis krijgt van een weigering of stopzetting van een gepaste vorming, zal deze de gebruikelijke procedure volgen tot onderzoek van het geval. »

Volgens de auteur wordt hierdoor tegemoet gekomen aan de door verscheidene sprekers geformuleerde opmerkingen.

Een lid betreurt dat de auteur terugkomt op de essentie van zijn voorstel. Tegenover de positieve maatregelen moet staan dat diegene die een opleiding weigert zijn aanspraken op uitkeringen kan verliezen. Maar hiervan is nu geen sprake meer.

Spreker vraagt wat er bedoeld wordt met de woorden « de gebruikelijke procedure volgens het onderzoek van het geval ».

Een ander lid vraagt wat het verschil is tussen de tekst van het amendement n° 14 en de huidige werkloosheidsreglementering en het protocol van 22 december 1988. Of bestaat er geen verschil ? In dat geval hoeft deze bepaling toch niet in de resolutie te worden opgenomen.

Volgens de auteur betekent de tekst van amendement n° 14 dat de huidige reglementering zal worden toegepast.

Een lid verwijst naar een artikel in *De Morgen* van 22 november laatstleden waarin sprake is van een compromis tussen de topambtenaren van de diverse nationale en gewestelijke werkloosheidsadmi-

nistrations nationales et régionales du chômage en vue d'adopter une attitude coordonnée vis-à-vis du refus de travailler et de l'indisponibilité pour le monde du travail. Aux termes de cet article, un chômeur qui refuse de donner suite à une invitation à suivre une formation professionnelle, peut s'attendre à ce que l'ONEM soit immédiatement informé de son refus.

L'intervenant demande quelle est la portée de ce compromis. Il ne voit d'ailleurs dans ce compromis aucune différence avec ce qui avait déjà été prévu dans le protocole du 22 décembre 1988 réglant les rapports entre les organismes issus de la restructuration de l'ONEM. S'agit-il de la concrétisation des accords repris audit protocole ?

Le Ministre répond qu'il s'agit en effet, de la mise en oeuvre du protocole du 22 décembre 1988. Ce protocole était une déclaration d'intention visant à amener les fonctionnaires dirigeants des différentes administrations du chômage à collaborer (ainsi qu'à échanger des données). A ce jour, les accords prévus dans ce protocole n'ont pas encore été concrétisés.

Chacun a élaboré une note technique dans le domaine où il est compétent. Mais on ne peut parler d'accord aussi longtemps que les comités de gestion du VDAB, du FOREM et de l'ORBEM n'ont pas pris de décision.

Le Ministre espère que l'accord relatif à l'échange de données pourra être finalisé lors de la table ronde du 10 décembre prochain.

Un membre fait observer que la proposition de résolution à l'examen ne fait nulle part allusion à la cotisation patronale de 0,18 % (qui est portée à 0,25 % en vertu du nouvel accord interprofessionnel) destinée à la formation et à la mise au travail des groupes à risque. Cela ne risque-t-il pas de poser des problèmes à l'avenir ?

Le Ministre estime que cette cotisation patronale constitue un complément aux moyens mis à disposition par les pouvoirs publics. Le produit de la cotisation patronale (environ 4 milliards par an) sera utilisé pour les groupes à risque et les groupes cibles particuliers.

A la question de savoir où en est la généralisation annoncée par le Ministre du pointage bimensuel pour les chômeurs ayant suivi une formation, le Ministre répond que cette mesure d'humanisation du pointage doit encore être parachevée et sera à nouveau discutée notamment lors de la Table ronde concernant la réinsertion des chômeurs de longue durée.

M. Van Mechelen présente un amendement n° 16 tendant à maintenir le texte initial.

M. Geysels présente un amendement n° 15 tendant à supprimer la deuxième phrase du point 2.

L'auteur estime qu'il ne se justifie aucunement de prévoir de nouvelles restrictions dans l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage en

nistraties voor een « gecoördineerde aanpak van werkweigering en onbeschikbaarheid voor de arbeidsmarkt ». Volgens dit artikel zou de werkloze die een oproep voor beroepsopleiding afwijst er kunnen op rekenen dat de RVA onmiddellijk verwittigd wordt.

Spreker vraagt uitleg over de draagwijdte van dit compromis. Hij ziet trouwens geen verschil met wat in het protocol van 22 december 1988 tot regeling van de betrekkingen tussen de instellingen ontstaan uit de herstructurering van de RVA reeds was opgenomen. Is dit de operationalisering van de in het protocol gemaakte afspraken ?

De Minister antwoordt dat het hier inderdaad gaat om een operationalisering van het protocol van 22 december 1988. Dit protocol was een intentieverklaring om de leidende ambtenaren van de verschillende werkloosheidsadministraties tot een samenwerking (en ook gegevensuitwisseling) te brengen. Tot op heden werd aan deze protocolafspraken nog geen concrete uitvoering gegeven.

Ieder heeft op zijn bevoegdheidssterrein een technische nota uitgewerkt. Maar er is geen sprake van een akkoord zolang de beheerscomités van de VDAB, FOREM en BGDA geen beslissing hebben genomen.

De Minister hoopt dat tijdens de ronde-tafelgesprekken van 10 december e.k. het akkoord met betrekking tot de uitwisseling van gegevens kan worden geformaliseerd.

Een lid wijst erop dat in onderhavig voorstel van resolutie geen enkele allusie wordt gemaakt op de patronale bijdrage van 0,18 % (dat volgens het nieuw interprofessioneel akkoord wordt opgetrokken tot 0,25 %) voor opleiding en tewerkstelling van de risicogroepen. Kan dit in de toekomst geen problemen opleveren ?

Volgens *de Minister* maakt die patronale bijdrage een aanvulling uit van de door de Overheid ter beschikking gestelde middelen. De opbrengst van de patronale bijdrage (± 4 miljard frank/jaar) zal worden besteed aan de bijzondere risico- en doelgroepen.

Op de vraag hoever het staat met de door de Minister aangekondigde maatregel om het systeem van de tweewekelijkse stempelcontrole te veralgemenen voor de werklozen die een vorming gevolgd hebben, antwoordt de Minister dat dit programma tot humanisering van de stempelcontrole nog verder moet worden uitgewerkt en opnieuw ter sprake zal worden gebracht onder meer op de ronde-tafelgesprekken inzake de herinschakeling van langdurig werklozen.

De heer Van Mechelen dient een amendement n° 16 in ertoe strekkend de oorspronkelijke tekst te behouden.

De heer Geysels dient een amendement n° 15 in ertoe strekkend in punt 2 de tweede zin weg te laten.

Volgens de indiener is er geen enkele reden om in het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid nadere be-

liant le droit aux allocations de chômage à l'obligation de suivre une formation.

L'amendement n° 15 de M. Geysels est rejeté par 13 voix contre une.

L'amendement n° 14 de M. M. Olivier et consorts est adopté par 13 voix contre 2.

L'amendement n° 16 de M. Van Mechelen est rejeté par 14 voix contre une.

*
* *

Un membre demande quelle sera l'incidence budgétaire du supplément d'allocation qui doit être accordé en vertu du point 3 au chômeur auquel aucun travail n'est offert à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la formation. Il demande également qui supportera ces charges supplémentaires.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail répond qu'en principe, il accepte une formule d'octroi d'un supplément d'allocation tel que prévu au point 3. Un crédit a d'ailleurs été inscrit au budget afin de promouvoir la formation des chômeurs.

Etant donné que le paiement des allocations de chômage est de la compétence de l'autorité nationale, c'est cette dernière qui prendra en charge le coût de ce supplément.

Le membre renvoie à l'avis du « Sociaal-economische Raad voor Vlaanderen » (SERV), selon lequel il est prévu dans le volet national du programme de coopération que la dépense supplémentaire en allocations de chômage serait supportée par les Communautés. Le SERV se serait-il trompé ?

Le Ministre répond qu'il ne s'agit pas d'une erreur, mais qu'il est loisible aux Communautés et Régions d'apporter des fonds propres.

M. Van Mechelen présente un amendement n° 13 tendant à supprimer, au point 3, le passage relatif au supplément d'allocation.

L'auteur estime qu'il ne peut être question d'un supplément d'allocation.

En effet, ce sont les pouvoirs publics qui organisent et financent les formations permettant aux chômeurs de se recycler afin de trouver un emploi convenable sur le marché du travail.

Etant donné que c'est précisément grâce à cette formation que certains chômeurs trouvent un emploi, il serait financièrement injustifiable de leur octroyer en outre un supplément d'allocation de chômage.

Mme De Meyer et consorts présentent un amendement (n° 9) visant à remplacer le dernier alinéa du point 3 par une nouvelle disposition afin que toutes les formes possibles de formation (par exemple aussi les formations qui sont dispensées dans le cadre du programme de remise au travail « Weerwerkactie » de la Communauté flamande) soient prises en considération pour la non-application de l'article 143.

perkingen via een vormingsplicht in te schrijven met betrekking tot het recht op werkloosheidsuitkeringen.

Amendement n° 15 van de heer Geysels wordt verworpen met 13 tegen 1 stem.

Amendement n° 14 van de heer M. Olivier c.s. wordt aangenomen met 13 tegen 2 stemmen.

Amendement n° 16 van de heer Van Mechelen wordt verworpen met 14 tegen 1 stem.

*
* *

Een lid vraagt naar de budgettaire weerslag van de bijzondere toeslag die krachtens punt 3 zou worden toegekend aan de werkloze die na het verstrijken van een periode van drie maanden na de opleiding nog geen werk heeft gevonden. En door wie zullen die supplementaire kosten worden gedragen ?

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid antwoordt dat hij principieel akkoord gaat met een formule van toekenning van een toeslag zoals voorzien in punt 3. In de begroting werd trouwens een krediet uitgetrokken om het volgen van een opleiding te kunnen stimuleren.

Aangezien de uitbetaling van de werkloosheidsvergoedingen tot de bevoegdheid van de Nationale Overheid behoort, zal die toeslag door haar worden gedragen.

Het lid verwijst naar een advies van de Sociaal Economische Raad voor Vlaanderen (SERV) waarin wordt gesteld dat in het nationale luik van het samenwerkingsprogramma wordt voorzien dat de meeruitgave aan werkloosheidsuitkeringen ten laste zou zijn van de Gemeenschappen. Heeft de SERV zich dan vergist ?

De Minister antwoordt dat hier geen sprake is van een vergissing maar dat het de Gemeenschappen en de Gewesten vrij staat om eigen middelen aan te brengen.

De heer Van Mechelen dient een amendement n° 13 in ertoe strekkend in punt 3 de passage met betrekking tot de toeslag weg te laten.

De indiener is van oordeel dat er van een toeslag geen sprake kan zijn.

De overheid organiseert en financiert immers de opleidingen waardoor de werkloze zich kan bijscholen, teneinde een gepaste betrekking te vinden op de arbeidsmarkt.

Aangezien bepaalde werklozen dank zij deze opleiding een tewerkstelling vinden, zou het financieel onverantwoord zijn een toeslag toe te kennen boven op hun werkloosheidsuitkering.

Mevr. De Meyer c.s. dient een amendement n° 9 in ertoe strekkend in punt 3, het laatste lid door een nieuwe bepaling te vervangen ten einde alle mogelijke vormen van opleiding (bijvoorbeeld ook de opleidingen die in het kader van de weerwerkactie worden aangeboden) in aanmerking te doen nemen voor vrijstelling van de toepassing van artikel 143.

L'auteur explique que nul ne contestera qu'un chômeur qui fait un effort de formation doive être exclu du champ d'application de l'article 143. Telle est d'ailleurs également la philosophie qui sous-tend l'avis émis le 8 novembre par le comité de gestion de l'ONEM à propos de l'assouplissement de l'application de l'article 143.

C'est cependant au pouvoir exécutif qu'il appartient de définir concrètement cet effort de formation) le « processus de réinsertion »).

M. Van Mechelen présente ensuite un amendement n° 10 tendant à remplacer, dans l'amendement n° 9 de Mme De Meyer, les mots « au processus de réinsertion » par les mots « à une formation d'au moins trois mois ».

L'auteur estime que la non-application de l'article 143 ne peut être envisagée que si le chômeur fournit effectivement des efforts, pendant une certaine période, pour se recycler.

Il considère qu'une formation de trois mois constitue un minimum.

Le Ministre estime également que la non-application de l'article 143 n'est en effet envisageable que si le chômeur consent par ailleurs des efforts sérieux et substantiels.

Il estime que l'amendement n° 9 de Mme De Meyer et consorts n'apporte aucun élément nouveau et que le texte initial de la proposition offre suffisamment de garanties.

M. M. Olivier et consorts présentent un amendement n° 8 visant à remplacer au point 3, à la deuxième phrase du premier alinéa, les mots « prévoit » par les mots « devrait prévoir ». Le texte initial semble en effet indiquer à tort que le supplément est d'ores et déjà prévu par la réglementation actuelle sur le chômage.

Cet amendement est adopté par 11 voix contre 3.

L'amendement n° 13 de M. Van Mechelen est rejeté par 11 voix contre 3.

L'amendement n° 9 de Mme De Meyer et consorts est rejeté par 8 voix contre 3 et 2 abstentions.

Par suite de ce rejet, l'amendement n° 10 de M. Van Mechelen devient sans objet.

*
* *

Il est enfin proposé de supprimer aux points 2 et 3, les passages relatifs à des matières nationales pour les regrouper dans un disposition distincte qui constituerait le point 3bis. La Commission marque son accord sur ce point.

Un membre propose de remplacer, dans le texte français du point 5, deuxième alinéa, les mots « souhaite également » par les mots « émet également le souhait ». Le texte est modifié dans ce sens.

De indienneur verduidelijkt dat iedereen er wel akkoord mee gaat dat een werkloze die een vormingsinspanning levert, moet uitgesloten worden van het toepassingsgebied van artikel 143. Dit is trouwens ook de filosofie die schuilgaat achter het door het Beheerscomité van de Rijksdienst van Arbeidsvoorziening op 8 november uitgebrachte advies tot versoepeling van voornoemd artikel 143.

De invulling van die vormingsinspanning (« het herinschalingsproces ») komt evenwel toe aan de uitvoerende macht.

De heer Van Mechelen dient vervolgens een amendement n° 10 in ertoe strekkend in het amendement n° 9 van Mevr. De Meyer de woorden « het herinschalingsproces » te vervangen door de woorden « een opleiding van ten minste drie maanden ».

Volgens de indienneur kan een vrijstelling van artikel 143 alleen worden overwogen indien de werkloze zich gedurende een bepaalde periode effectief heeft ingespannen om zich opnieuw in te schakelen. Hij is van oordeel dat een opleiding van drie maanden als een minimum moet worden beschouwd.

Volgens *de Minister* is een vrijstelling van de toepassing van artikel 143 inderdaad enkel mogelijk indien daartegenover een ernstige en substantiële inspanning van de werkloze staat.

Hij meent dat door het amendement n° 9 van mevrouw De Meyer c.s. geen enkel nieuw gegeven wordt toegevoegd en dat de oorspronkelijke tekst van het voorstel voldoende waarborgen inhoudt.

De heer M. Olivier c.s. dient een amendement n° 8 in ertoe strekkend in punt 3, tweede zin van het eerste lid, de woorden « wordt bepaald » te vervangen door de woorden « zou moeten worden bepaald ». De oorspronkelijke tekst laat immers verkeerdelijk uitschijnen dat de huidige werkloosheidsreglementering reeds die toeslag voorziet.

Dit amendement wordt aangenomen met 11 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 13 van de heer Van Mechelen wordt verworpen met 11 tegen 3 stemmen.

Amendement n° 9 van mevrouw De Meyer c.s. wordt verworpen met 8 tegen 3 stemmen en 2 onthoudingen.

Ingevolge deze verwerping wordt amendement n° 10 van de heer Van Mechelen zonder voorwerp.

*
* *

Ten slotte wordt voorgesteld de passages die betrekking hebben op nationale materies uit de punten 2 en 3 te lichten en ze in een apart punt 3bis onder te brengen. De Commissie is het hiermee eens.

Een lid stelt voor in de Franse tekst van punt 5, tweede lid, de woorden « souhaite également » te vervangen door de woorden « émet également le souhait ». Deze wijziging wordt aangebracht.

III. — DEUXIEME LECTURE

Le texte amendé a été soumis en deuxième lecture à la Commission au cours de la réunion du 29 novembre 1990.

Les amendements n^{os} 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 14 adoptés précédemment sont adoptés par 12 voix contre 3.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté par 12 voix contre 2.

Le Rapporteur, *Le Président a.i.,*

L. NELIS-VAN LIEDEKERKE J.-P. PERDIEU

III. — TWEDE LEZING

Tijdens de vergadering van 29 november 1990 werd de geamendeerde tekst voor een tweede lezing aan de Commissie voorgelegd.

De eerder aangenomen amendementen n^{rs} 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8 en 14 worden aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

Het gehele voorstel van resolutie wordt aangenomen met 12 tegen 2 stemmen.

De Rapporteur, *De Voorzitter a.i.,*

L. NELIS-VAN LIEDEKERKE J.-P. PERDIEU

TEXTE ADOPTE PAR LA COMMISSION

La Chambre des représentants estime qu'il n'est possible de lutter efficacement contre le chômage de longue durée que si les options politiques du pouvoir national, des Communautés et des Régions sont harmonisées dans le respect de la répartition des compétences prévue à l'article 4, 16°, et 6, § 1^{er}, IX, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988.

La Chambre des représentants demande au Gouvernement :

— qu'il entame au plus vite des négociations en vue de conclure un accord de coopération visant à mettre sur pied un plan de lutte contre le chômage structurel;

— que les lignes de force de cet accord de coopération puissent être les suivantes :

1. l'Etat maintient la réglementation prévue par la loi-programme du 30 décembre 1988 concernant l'exonération ou la réduction des cotisations patronales pour les chômeurs qui sont engagés dans certaines conditions. Cette loi précise en son article 118 ce qu'il y a lieu d'entendre par chômeurs structurels :

1° un demandeur d'emploi entre 18 et 25 ans qui, pendant les 12 mois qui précèdent l'engagement, a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine;

2° un demandeur d'emploi qui, au moment de l'engagement, a bénéficié sans interruption pendant les 18 mois précédant l'engagement d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine;

3° un demandeur d'emploi âgé de 40 ans au moins qui, pendant les 12 mois qui précèdent l'engagement, a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage pour tous les jours de la semaine;

4° un demandeur d'emploi qui, au moment de l'engagement, bénéficie sans interruption depuis au moins six mois du minimum de moyens d'existence;

5° un demandeur d'emploi qui, au moment de l'engagement, est handicapé enregistré au Fonds national de reclassement social des handicapés;

6° un demandeur d'emploi qui a bénéficié sans interruption d'allocations de chômage selon les dispositions de l'article 171^{nonies} de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage :

— pendant les 18 mois qui précèdent l'engagement;

— pendant les 12 mois qui précèdent l'engagement, s'il est âgé de 40 ans au moins.

TEKST AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE

De Kamer van Volksvertegenwoordigers is van oordeel dat de langdurige werkloosheid enkel doelmatig kan bestreden worden indien de beleidsopties van de Nationale Overheid, de Gemeenschappen en de Gewesten op mekaar worden afgestemd zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheidsverdeling zoals bepaald in de artikelen 4, 16° en 6, § 1, IX van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988.

De Kamer van Volksvertegenwoordigers vraagt aan de Regering :

— dat zij zo spoedig mogelijk de onderhandelingen zou aanvatten tot het bereiken van een samenwerkingsakkoord voor het opzetten van een actieplan ter bestrijding van de structurele werkloosheid;

— dat de krachtlijnen van dit samenwerkingsakkoord de volgende zouden kunnen zijn :

1. de Staat behoudt de regeling betreffende de vrijstelling of vermindering van de werkgeversbijdragen voor de werklozen die worden tewerkgesteld volgens een aantal voorwaarden, voorzien in de programma-wet van 30 december 1988. Deze wet voorziet in artikel 118 wat onder structureel werklozen moet worden verstaan :

1° een werkzoekende tussen 18 en 25 jaar die gedurende de 12 maanden die aan de indienstneming voorafgaan zonder onderbreking genoten heeft van werkloosheids- of wachtuitkeringen voor alle dagen van de week;

2° een werkzoekende die op het ogenblik van de indienstneming gedurende de 18 maanden voorafgaand aan de indienstneming zonder onderbreking genoten heeft van werkloosheids- of wachtuitkeringen voor alle dagen van de week;

3° een werkzoekende van minstens 40 jaar oud die gedurende de 12 maanden die aan de indienstneming voorafgaan, zonder onderbreking genoten heeft van werkloosheidsuitkeringen voor alle dagen van de week;

4° een werkzoekende die op het ogenblik van de indienstneming minstens zes maanden zonder onderbreking het bestaansminimum ontvangt;

5° een werkzoekende die op het ogenblik van de indienstneming een bij het Rijksfonds voor sociale reclassering van de minder-validen ingeschreven minder-valide is;

6° een werkzoekende die zonder onderbreking werkloosheidsuitkeringen genoten heeft volgens de bepalingen van artikel 171^{nonies} van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid :

— gedurende de 18 maanden die aan de indienstneming voorafgaan;

— gedurende de 12 maanden die aan de indienstneming voorafgaan indien hij minstens 40 jaar oud is.

2. Les Communautés sont invitées à prendre par voie de décret une initiative réglant le droit à la formation des chômeurs structurels.

3. Les Régions sont invitées à prendre par voie de décret une initiative réglant le droit au travail des chômeurs structurels qui ont suivi une formation telle que prévue au point 2.

4. Si, par suite notamment de l'application d'une procédure convenue entre les Régions, les Communautés et l'Autorité nationale et comportant les avertissements et garanties nécessaires pour le demandeur d'emploi, l'Autorité nationale est avisée que l'intéressé a refusé ou arrêté une formation adéquate, elle examinera le cas selon la procédure habituelle.

L'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage devrait prévoir que le chômeur, auquel aucun travail n'a été offert à l'expiration d'un délai de trois mois suivant la formation, bénéficiera pendant une période déterminée d'un supplément par rapport à l'allocation de chômage normale.

Cet arrêté prévoit également que l'application de son article 143 relatif à la suspension du droit aux allocations de chômage, pourra être différée vis-à-vis de ce chômeur.

5. Les Régions sont invitées à prévoir dans les programmes de remise au travail des chômeurs complets indemnisés ou des personnes assimilées auxdits chômeurs qu'une part déterminée des emplois créés sont réservés à des chômeurs structurels. Une même disposition pourrait être reprise dans la loi visée au point 1 en ce qui concerne les emplois créés dans le cadre des programmes de remise au travail dans les administrations et services relevant de l'autorité nationale ou placés sous la tutelle de celle-ci.

6. Il est prévu dans la loi que celle-ci entrera en vigueur le 1^{er} janvier de l'année qui suivra sa publication au *Moniteur belge*.

La Chambre des représentants émet également le vœu que les décrets visés aux points 2 et 3 entrent en vigueur à la même date que la loi visée au point 1.

Afin d'étaler quelque peu l'incidence budgétaire, une réglementation peut prévoir, en ce qui concerne le champ d'application *ratione personae*, que la priorité est donnée aux chômeurs dont la durée de chômage est la plus longue.

2. De Gemeenschappen worden verzocht bij wijze van decreet een initiatief te nemen dat het recht op opleiding van de structureel werklozen regelt.

3. De Gewesten worden verzocht bij wijze van decreet een initiatief te nemen dat het recht op arbeid regelt voor de structureel werklozen die een opleiding gevolgd hebben zoals bepaald onder punt 2.

4. Indien onder meer als gevolg van de toepassing van een procedure, die overeengekomen wordt tussen de Gewesten, de Gemeenschappen en de Nationale Overheid en die de nodige verwittigingen en garanties bevat voor de werkzoekende, de Nationale Overheid kennis krijgt van een weigering of stopzetting van een gepaste vorming, zal deze de gebruikelijke procedure volgen tot onderzoek van het geval.

In het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid zou moeten worden bepaald dat de werkloze aan wie na het verstrijken van een periode van drie maanden na de opleiding geen werk is aangeboden, gedurende een bepaalde periode een toeslag boven op de normale werkloosheidsuitkering zal genieten.

Er wordt in dit besluit ook bepaald dat ten aanzien van de betrokken werkloze een uitstel van toepassing mogelijk zal zijn van artikel 143 van hetzelfde koninklijk besluit, wat de schorsing van het recht op werkloosheidsuitkeringen betreft.

5. De Gewesten worden verzocht in de programma's voor wedertewerkstelling van de uitkeringsgerechtigde volledig werklozen of van de daarmee gelijkgestelde werklozen te voorzien dat een bepaald gedeelte wordt toegewezen aan structureel werklozen. Eenzelfde bepaling zou kunnen worden opgenomen in de onder punt 1 vermelde wet betreffende de betrekkingen in de wedertewerkstellingsprogramma's in de besturen en diensten van de nationale overheid of die onder het toezicht van de nationale overheid ressorteren.

6. Er wordt in de wet bepaald dat deze in werking zal treden op 1 januari van het jaar volgend op de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

De Kamer van Volksvertegenwoordigers drukt de wens uit dat de decreten bedoeld in punten 2 en 3 in werking treden op dezelfde datum als de wet bedoeld in punt 1.

Teneinde de budgettaire weerslag enigszins te spreiden kan een regeling worden bepaald tot spreiding in de tijd wat het toepassingsgebied *ratione personae* betreft, waarbij voorrang gegeven wordt aan werklozen met de grootste werkloosheidsduur.